

Mission(s)	
HAND, HYSa, LE, LP (L*+P1), PS, SEI (*), TH	
Nos références	Date
382C241Z (R12-C-2024-0016)	26/05/2025

ECHIROLLES DESAMIANTAGE-
REHABILITATION CEIRAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE
TECHNIQUE N°2

Envoi	MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE - VIDAL Fabrice	Maître d'ouvrage	fabrice.vidal@developpement-durable.gouv.fr
Copie	DDT 38 - GILLOT Grégory GROUPE EOLE - BOUILLET Chloe - VOISINE Nathalie	Assistant à Maître d'Ouvrage Architecte	gregory.gillot@isere.gouv.fr info@groupe-eole.com / chloe.bouillet@groupe-eole.com / nathalie.voisine@groupe-eole.com

Auteur(s): Le chargé d'affaire, Yannick GRAU - Le vérificateur des installations électriques, Brice CHAUVIN

Le chargé d'affaire,
Yannick GRAU

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°1 du 07/02/2025
Motif : Passage en phase DCE.



ACCREDITATION
N° 3-019
Liste des sites et portées
disponibles sur
www.cofrac.fr

Seules certaines prestations d'inspection rapportées dans ce document
sont couvertes par l'accréditation.
Elles sont identifiées par le symbole *.

SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT.....	3
II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	3
III - AUTEURS DU RAPPORT.....	3
IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....	3
IV.1 - Désignation des intervenants.....	3
IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération.....	4
IV.3 - Montant prévisionnel des travaux.....	4
IV.4 - Calendrier des travaux.....	4
V - DOCUMENTS EXAMINES.....	5
VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT.....	6
VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	7
VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS.....	8
VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*).....	9
VIII.2 - Solidité des existants.....	13
VIII.3 - Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme.....	15
VIII.4 - Accessibilité handicapés des constructions - lieux de travail.....	17
VIII.5 - Hygiène et santé - bâtiment autres que habitation.....	19
VIII.6 - Isolation thermique et économies d'énergie - bâtiment existant.....	25
VIII.7 - Sécurité des Personnes dans les bâtiments tertiaires et industriels (*).....	29

I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule à l'issue de la phase conception.

Il constitue le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999.

Le présent rapport porte sur les travaux de désamiantage et réhabilitation du Centre d'Entretien et d'intervention de l'espace Comboire à Echirolles.

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°1 du 07/02/2025

Motif : Passage en phase DCE.

II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°R12-C-2024-0016 et qui sont détaillées ci après :

- HAND - Mission relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées
- HYSa - Mission relative à l'hygiène et à la santé dans les bâtiments autres que d'habitation
- LE - Mission relative à la solidité des existants
- LP - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement dissociables et indissociables (L*+P1)
- PS - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
- SEI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions applicables aux ERP et IGH (*)
- TH - Mission relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie

Le Contrôleur Technique donne ses avis au Maître de l'Ouvrage dans le cadre des missions qui lui ont été confiées.

Le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis du Contrôleur Technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au Contrôleur Technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés. Le Contrôleur Technique ne peut donner d'instructions aux Constructeurs.

Le Contrôleur Technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents Constructeurs qui procèdent, chacun pour ce qui le concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux. En conséquence, le Contrôleur Technique ne peut prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le Maître de l'Ouvrage.

III - AUTEURS DU RAPPORT

Le chargé d'affaire, Yannick GRAU

Le vérificateur des installations électriques, Brice CHAUVIN

IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

IV.1 - Désignation des intervenants

Maître d'ouvrage

MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE

Immeuble La VILLARDIERE

228 Rue Garibaldi

69446 LYON

Assistant à Maître d'Ouvrage

DDT 38

17 Bd Joseph Vallier

38040 Grenoble

Architecte
GROUPE EOLE
49 rue Aimé Bouchayer
38170 SEYSSINET-PARISSET

BET Structure
SORAETEC
2 rue de la Viscose
Le Rayon Vert
38130 ECHIROLLES

BET Fluides
TEB
18 impasse du Bois Michal
38500 SAINT-CASSIEN

Economiste
ANM Ingénierie
10 Rue des Marmottes
38500 VOIRON

IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération

Établissement sur 2 niveaux avec uniquement des locaux techniques au R+1.

Adresse de l'opération :
Centre d'Entretien et d'intervention,
25 Rue des comboire,
38130 ECHIROLLES

IV.3 - Montant prévisionnel des travaux

Indéterminé

IV.4 - Calendrier des travaux

Début des travaux : /
Durée prévisionnelle des travaux : 18 mois

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

V - DOCUMENTS EXAMINES

- Dossier DCE du 30/04/2025

Voir annexe.

VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT

Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.

Architecte - GROUPE EOLE

- Le plan masse comporte 51 places dont 1 accessible PMR. Il conviendra de prévoir au moins une place accessible par tranche de 50 places de stationnement.

BET Structure - SORAETEC

- Il conviendra de nous confirmer l'absence de mise en place de photovoltaïque en toiture au vu des conclusions du BET structure sur la charpente existante.

BET Fluides - TEB

- A ce stade, il n'existe aucune précision sur les exigences applicables aux équipements de stockage est supérieur ou égal à 400 litres, (à l'exclusion des ballons de préchauffage) dans le cadre de la limitation du risque de légionnelles (température supérieure ou égale à 55 °C à la sortie des équipements ; mise en température suffisante une fois par 24 h dans les conditions de l'annexe technique de la circulaire n°2007-126 du 03/04/ 2007). Ce point sera à confirmer.

Economiste - ANM Ingénierie

- * SOLIDITÉ:
Nous notons la réfection de la couverture par mise en place de bacs aciers. Or, le projet comporte des locaux à forte hygrométrie (douche des vestiaires), ces locaux devront comporter un traitement spécifique et notamment ne pas être réalisés par des bacs perforés.

VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les documents listés ci-après ainsi que tous ceux décrivant les ouvrages et équipements à construire émis par les divers intervenants de l'opération devront nous être transmis pour nous permettre de délivrer les avis sur les ouvrages concernés. De plus, en application de l'article R125-19 du Code de la construction et de l'habitation, les documents formalisant les vérifications techniques et auto-contrôle de leurs ouvrages par les constructeurs devront aussi nous être transmis.

RENSEIGNEMENTS GENERAUX

- Arrêté de permis de construire

OUVRAGES DE STRUCTURES (HORS CHARPENTE)

- Plans d'étude béton armé - RSO

FAÇADES ET PIGNONS

- Façades bois - détail d'exécution de bardage

CHARPENTE - COUVERTURE - ZINGUERIE

- Charpente - plan d'exécution - note de calcul - cahier de ferrures - procès verbal de traitement des bois
- Couverture bac acier - fiche technique des bacs - plan de calepinage des bacs
- Détail du dispositif d'évacuation des eaux pluviales

TOITURE TERRASSE ETANCHEE

- Détails d'exécution
- Localisation et diamètre des DEP et trop pleins
- Classement A CERMI isolant
- Classement FIT du complexe
- Avis technique
- Cahier des charges

MENUISERIE - VITRAGE

- Plan d'exécution - élévation - détails liaison gros oeuvre - plan de repérage par façade - coupe sur appui, linteau, tableau - position bouche entrée d'air VMC
- Procès verbal classement A.E.V.
- Certificat CEKAL
- Certificat SNJF du joint d'étanchéité
- Avis technique du CSTB
- Détail appui de baie du gros oeuvre
- Verrière - plan ossature - détail d'exécution - inertie profils

REVETEMENTS

- Chape : composition, avis technique, calepinage des joints
- Carrelages : conformité à la EN 14411, classement UPEC
- PV de mesure de siccité
- PV de réception des supports
- Colles : certificat QB, avis technique

PARTITIONS

- Cloisons - Doublage - plafonds : fiches techniques, plans de pose, zones de renforts, justifications

ELECTRICITE

- Schémas unifilaires des installations électriques
- Documentations constructeurs relatives aux luminaires
- Notes de calculs justifiant du dimensionnement des canalisations et des dispositifs de protection

VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)
- Solidité des existants
- Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
- Accessibilité handicapés des constructions - lieux de travail
- Hygiène et santé - bâtiment autres que habitation
- Isolation thermique et économies d'énergie - bâtiment existant
- Sécurité des Personnes dans les bâtiments tertiaires et industriels (*)

Signification des sigles utilisés pour les avis :

AF	AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération.
AS	AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part.
AD	AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu.
SO	SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée.
PM	POUR MEMOIRE
HM	HORS MISSION

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.

VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG, marchés publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	SUPERSTRUCTURE / INFRASTRUCTURE EN BETON ET MACONNERIE	AF	Les études relatives aux reprises en sous œuvre seront à nous fournir en EXE.
	CONSTRUCTION EN BOIS	AF	Prolongement des dépassées de toiture par moisage, suite à la mise en place d'ITE.
	COUVERTURE / ZINGUERIE		
	COUVERTURE EN CLIMAT DE PLAINE (altitude <900 mètres)		
	Principe constructif général Hygrométrie des locaux compatible avec la toiture	AF AS	Remplacement de la couverture existante par une couverture en bac acier. Pente des couvertures à préciser en EXE. SOLIDITÉ: Nous notons la réfection de la couverture par mise en place de bacs aciers. Or, le projet comporte des locaux à forte hygrométrie (douche des vestiaires), ces locaux devront comporter un traitement spécifique et notamment ne pas être réalisés par des bacs perforés.
	Dispositions constructives particulières		
	EVACUATION DES EAUX PLUVIALES Compatibilité entre matériaux de toiture, chéneaux, descentes...	AF AF	Reprise du dispositif d'évacuation des eaux pluviales en couverture. Zinc + fonte.
	TOITURE TERRASSE ETANCHEE	AF	Bicouche bitume, comprenant isolation et rehausse des relevés nécessaires, auto protégé sur support bacs aciers.
	FACADES ET PIGNONS		
	BARDAGES et VETURES	AF	
	Principe constructif général Adéquation du choix du bardage avec la structure et l'exploitation Structure porteuse / support admissible	AF AF	Bardage bois vertical à claire-voie sur support béton ou maçonnerie (rebouchage ouverture existante) avec isolation en laine de bois.
	Dispositions constructives particulières Nature des matériaux de bardage Structure secondaire support de bardage Traitement des points singuliers	AF AF AF	Mélèze Pare-pluie Lamé d'air 2 cm Démarrage en pied de bardage > 20 cm niveau fini extérieur.
	MENUISERIE - FAÇADE VITRÉE - VITRAGE		
	MENUISERIES EXTERIEURES		
	Principe constructif général		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Compatibilité du choix de menuiseries avec l'environnement	AF	Menuiseries extérieures aluminium avec volets roulants électriques, BSO ou stores intérieurs.
	Remplissages	AF	Vitrage isolant double vitrage feuilleté 2 faces.
	FERMETURES - PROTECTIONS SOLAIRES		
	Stores intérieurs	AF	Stores intérieurs en toile
	Volet roulant	AF	Volets roulants monoblocs
	Brise Soleil Orientable (BSO)	AF	BSO avec lames aluminium
	MENUISERIES INTERIEURES		
	Blocs-portes	AF	Blocs-portes intérieurs bois.
	REVETEMENTS		
	REVETEMENTS DE SOL		
	Chapes		
	Principe constructif général		
	Constitution adaptée à l'usage	AF	Chape liquide sur l'ensemble du RDC.
	Adaptation du support	AF	
	Dispositions particulières		
	Type de chape	AF	Chape fluide
	Carrelages		
	Principe constructif général		
	Usage des locaux	AF	
	Adaptation du support	AF	
	Mode de pose		
	- Pose collée	AF	Carrelage 30 cm x 30 cm
	Dispositions particulières		
	Revêtement		
	- Type et classement QB-UPEC	AF	U4P4E3C2
	Pose collée		
	Nature et siccité du support	AF	
	Nature de la colle	AF	
	Pentes, siphon de sol	AF	SEL + siphon + pente pour les douches
	REVETEMENTS MURAUX		
	Faïences		
	Principe constructif général		
	Adaptation du support	AF	SPEC sur cloison des douches
	Dispositions particulières		
	Dimension des carreaux	AF	20cm x 40 cm
	Produit de collage	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	PARTITIONS CLOISONS Principe constructif général Adaptation à la destination des locaux Adaptation du support Dispositions particulières Adaptations aux locaux humides Résistance au choc DOUBLAGES Principe constructif général Adaptation à la destination des locaux Adaptation du support Dispositions particulières Adaptations aux locaux humides PLAFONDS Principe constructif général Comptabilité avec la destination des locaux	 AF AF AF AF AF AF AF AF	 Plaques hydro. Doublage en plaques de plâtre. Plaques hydro. Faux plafond en plaque de plâtre et démontable.

VIII.2 - Solidité des existants

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>Renseignements sur les existants</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nature des existants (présence de sous-sol, hauteur, structure porteuse, ...) - Plans de récolement - Existence d'un diagnostic du bâtiment, avec analyse des fondations et structures dans le cas de modification des hypothèses de charge initiale. <p>Ouvrages de structure</p> <ul style="list-style-type: none"> - Compatibilité des ouvrages avec les surcharges apportées aux : <ul style="list-style-type: none"> - Porteurs verticaux - Dalles, poutres - Charpente 	<p>AS</p> <p>PM</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p>	<p>Il conviendra de nous confirmer l'absence de mise en place de photovoltaïque en toiture au vu des conclusions du BET structure sur la charpente existante.</p> <p>Pas de fissure significative sur la structure existante.</p> <p>RSO: création d'un poteau dans un angle de bâtiment. Prolongement des dépassés de toiture par moisage des chevrons.</p> <p>Reprises en sous oeuvre pour ouverture en façade ou en cloisons intérieures.</p> <p>Création de saignée dans le plancher bas existant pour mise en place de siphon.</p> <p>Prolongement des dépassés de toiture par moisage des chevrons.</p>

VIII.3 - Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions Filiance précisées en contrat ou, à défaut, en vigueur à la date du contrat.
- Arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normale » et arrêtés modificatifs du 19 juillet 2011, du 25 octobre 2012, du 15 septembre 2014 et du 08 septembre 2021
- Guide ENS « dimensionnement parasismique des Eléments Non Structuraux du cadre bâti » (version 2014) et référentiels professionnels associés.
- Guide de construction parasismique des maisons individuelles - Zones 3-4 (version août 2021)
- Décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique.
- Article D 563-8-1 du code de l'Environnement créé par le décret n° 2010 -1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français et modifié par le décret 2015-5 du 6 janvier 2015.
- Arrêté du 24 janvier 2011 (JO 31 mars 2011) fixant les règles parasismiques applicables à certaines installations classées (et son rectificatif JO 9 avril 2011).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	GENERALITES APPLICATION EUROCODE 8	AF	Les études relatives aux reprises en sous œuvre seront à nous fournir en EXE.

VIII.4 - Accessibilité handicapés des constructions - lieux de travail

Décret n°2009-1272 du 21 Octobre 2009 relatif à l'accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés

Article R. 4214-26 :

Les lieux de travail, y compris les locaux annexes, aménagés dans un bâtiment neuf ou dans la partie neuve d'un bâtiment existant sont accessibles aux personnes handicapées, quel que soit leur type de handicap.

Les lieux de travail sont considérés comme accessibles aux personnes handicapées lorsque celles-ci peuvent accéder à ces lieux, y circuler, les évacuer, se repérer, communiquer, avec la plus grande autonomie possible.

Les lieux de travail sont conçus de manière à permettre l'adaptation des postes de travaux aux personnes handicapées ou à rendre ultérieurement possible l'adaptation des postes de travail.

Article R. 4214-27 :

Des dérogations aux dispositions de l'article R.4214-24 peuvent être accordées par le préfet, après avis de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, en cas d'impossibilité technique résultant de l'environnement du bâtiment.

Article R. 4214-28 :

Un arrêté des ministres chargés du travail, de l'agriculture et de la construction détermine les modalités d'application propres à assurer l'accessibilité des lieux de travail en ce qui concerne, notamment, les circulations horizontales et verticales, les portes et les sas intérieurs, les revêtements des sols et des parois, les dispositifs d'éclairage et d'information, le stationnement automobile.

En l'absence de parution d'un arrêté pris en application de l'Article R. 4214-28 :

Arrêté du 27 Juin 1994

Relatif aux dispositions destinées à rendre accessibles les lieux de travail aux personnes handicapées (nouvelles constructions ou aménagements) en application de l'article R4214-26 (ex R235-3-18) du code du travail.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 1	Généralités	PM	
Art. 1	Dispositions particulières aux aménagements de bâtiments existants.	PM	
Art. 2	Caractéristiques des cheminements praticables par les personnes handicapées : - cheminement usuel, - sol, - largeur minimale, - largeur minimale des portes, - profil en long, - palier de repos, - ressauts, - pente transversale, - trous et fentes, obstacles isolés, - garde corps.	AF AF AF AF AF SO AF AF AF AF	Pente < 4%
Art. 3	Ascenseurs	SO	Exigible dès que des lieux de travail sont aménagés en étage jusqu'à parution de l'arrêté d'application du décret du 21/10/09
Art. 4	Prescriptions relatives aux escaliers.	HM	Non modifié par les travaux.
Art. 5	Parcs de stationnement.	AS	Le plan masse comporte 51 places dont 1 accessible PMR. Il conviendra de prévoir au moins une place accessible par tranche de 50 places de stationnement.
Art. 6	Installations sanitaires.	AF	
Art. 7	Locaux de restauration et de repos.	AF	Tables praticables pour usagers en fauteuil roulants.
Art. 8	Signalisation des cheminements spécifiques.	SO	
Art. 9	Conditions d'applications de l'arrêté	PM	

VIII.5 - Hygiène et santé - bâtiment autres que habitation

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques figurant dans les textes énumérés ci-après :

- code du travail articles R4212-1 à R4212-7 en ce qui concerne l'aération et l'assainissement des locaux à pollution non spécifique ;
 - code du travail articles R4217-1 et R4217-2 en ce qui concerne les installations sanitaires hors locaux de restauration et de repos ;
 - code de la santé publique articles R1321-43 à R1321-59 en ce qui concerne les règles d'hygiène applicables aux installations de production et de distribution d'eaux destinées à la consommation humaine ;
 - code de la santé publique article L1331-1 ;
 - arrêté du 07/09/2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif ;
 - règlement sanitaire départemental, articles 63 à 66 relatifs à la ventilation des bâtiments autres que d'habitation ;
 - règlement sanitaire départemental articles 67 à 71 relatifs aux équipements sanitaires dans les bâtiments autres que d'habitation ;
- En ce qui concerne la prévention du risque lié à la présence de légionnelles, ou autres germes pathogènes dans les circuits de distribution d'eau et de traitement d'air, la mission comprend uniquement le contrôle en phase conception de l'application des dispositions techniques de l'article 36§2 de l'arrêté du 23/06/78 modifié par l'arrêté du 30/11/2005 et de la partie correspondante de l'annexe technique de la circulaire n°2007-126 du 03/04/ 2007) ;

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	REFERENTIEL SPECIFIQUE Existence de prescriptions particulières avec effet sur la mission de Bureau Alpes Contrôles, en règlement sanitaire départementale concerné	SO	absence d'exigence particulière
	AERATION DES LOCAUX A POLLUTION NON SPECIFIQUE		Référentiel : code du travail ; règlement sanitaire départementale type
R4212-1	Conception Les locaux fermés où le personnel est appelé à séjourner doivent satisfaire aux dispositions des articles R 4222-1 à R 4222-17	PM	
R4222-4	Ventilation des locaux à pollution non spécifique Existence d'une ventilation mécanique ou naturelle permanente Ventilation naturelle autorisée si le local possède des ouvrants donnant directement sur l'extérieur et accessibles aux occupants.	AF SO	
R4222-5	Aération exclusive par ouverture de fenêtre ou autre ouvrant. Volume minimum du local par occupant : -15m3 bureaux et locaux pour travail physique léger -24m3 autres locaux	SO	
R4222-6	Débit minimal d'air neuf pour les dispositifs de ventilation mécanique Débit minimal d'air neuf à introduire par occupant : -bureaux, locaux sans travail physique 25m3/h -Restauration, locaux de vente, réunion 30m3/h -Ateliers et locaux travail physique léger 45m3/h -Autres ateliers et locaux 60m3/h	AF	
R4222-7	Occupation épisodique Les circulations et locaux occupés de manière épisodiques peuvent être ventilés, par l'intermédiaire des locaux adjacents à pollution non spécifique sur lesquels ils ouvrent.	PM	
	Traitement de l'air		
R4222-8	L'air recyclé envoyé dans les locaux à pollution non spécifique doit être filtré.	AF	
	L'air recyclé ne peut pas être pris en compte dans le calcul du débit minimal d'air neuf (tableau de l'article R4222-6).	AF	
	En cas de panne du système d'épuration ou de filtration, le recyclage est arrêté.	AF	
R4222-9	Il est interdit d'envoyer après recyclage, dans un local à pollution non spécifique, l'air pollué d'un local à pollution spécifique	AF	
RSDArt 63	Généralités du règlement sanitaire départementale type		Les débits et volumes ci-après s'appliquent exclusivement aux personnes qui n'exercent pas d'activité salariée dans les différentes catégories de locaux concernés. (celles-ci sont visées par le chapitre 2, titre 3, livre 2).
RSDArt 63.1	Dispositions de caractère général La ventilation des locaux est mécanique ou naturelle par conduit soit naturelle pour les locaux donnant sur l'extérieur par ouvrant.	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>Implantation des prises d'air neuf et des ouvrants sur l'extérieur: A au moins 8 mètres de toute source éventuelle de pollution Ou avec des aménagements tels qu'une reprise d'air pollué ne soit pas possible.</p> <p>Si une grande quantité d'air pollué (extraction d'air de parking souterrain) des dispositions plus strictes peuvent être prises par les autorités compétentes</p> <p>Implantation des rejets d'air vicié vers l'extérieur: A au moins 8 m de toute fenêtre ou de toute prise d'air neuf sauf aménagement tel qu'une reprise d'air pollué ne soit pas possible.</p>	<p>AF</p> <p>PM</p> <p>AF</p>	
RSDArt 63.2	<p>Dispositions relatives à la ventilation commune à plusieurs locaux</p> <p>L'air provenant des locaux à pollution non spécifique peut éventuellement traverser vers d'autres locaux : Des locaux de circulation Des locaux peu occupés (archives, dépôts) Des locaux à pollution spécifique</p>	AF	
RSDArt 64	VENTILATION MECANIQUE OU NATURELLE PAR CONDUITS		
RSDArt 64.1	<p>Locaux à pollution non spécifique</p> <p>Le débit d'air neuf minimal est conforme à la destination des locaux.</p> <p>Dans les locaux où il est interdit de fumer, la teneur maximale en dioxyde de carbone est 1‰ (tolérance de 1,3 ‰)</p> <p>Lors de l'inoccupation des locaux, la ventilation peut être arrêtée si celle-ci est remise en marche avant occupation des locaux et maintenue un temps suffisant après</p> <p>L'air neuf entrant dans ces locaux ne transite pas par d'autres locaux</p> <p>L'air neuf peut être mélangé à l'air recyclé sans que cela puisse réduire le débit minimal d'air neuf.</p> <p>Le recyclage par groupe de locaux est possible s'il ne concerne pas des locaux à pollution spécifique et si l'air est filtré.</p>	<p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p>	
RSDArt 65	<p>Prescription relatives aux installations et à leur fonctionnement</p> <p>Introduction de l'air mécanique : Pour l'air neuf, présence d'un filtre d'un rendement de 90% au test gravimétrique</p> <p>Pour l'air recyclé, présence d'un filtre d'un rendement de 95% au test gravimétrique</p> <p>L'encrassement des filtres doit pouvoir être contrôlé en permanence</p> <p>Tous les dispositifs de traitement de l'air autres que ceux destinés à la filtration doivent faire l'objet d'un examen par l'autorité compétente et d'un avis du conseil supérieur d'hygiène public de France</p> <p>Le circuit d'amené d'air doit être nettoyé avant la première mise en service.</p>	<p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p>	
RSD Art 66	Ventilation par ouvrant extérieur	PM	
	INSTALLATIONS SANITAIRES MISES A DISPOSTION DES TRAVAILLEURS		Référentiel : code du travail
R4217.1	Les bâtiments sont conçus et réalisés conformément aux articles R.4228-1 à R.4228-15, relatifs aux installations sanitaires	PM	
R4228-1	L'employeur met les moyens d'assurer aux travailleurs leur propreté : Présence de vestiaire Présence de lavabos Présence de cabinets d'aisances Le cas échéant présence de douches	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4228-2	Vestiaires et lavabos Implantations et dispositions: Dans un local spécial de surface convenable Isolé de locaux de travail et de stockage A proximité du passage des travailleurs Si les vestiaires et lavabos sont installés dans des locaux séparés, la communication entre ces locaux est possible sans traverser : Des locaux de travail Des locaux de stockage Et sans passer par l'extérieur	AF AF	
R4228-3	La surface des murs et du sol permet un nettoyage efficace et le local est tenu en état constant de propreté.	AF	
R4228-4	Les locaux doivent être conformes aux dispositions des articles R 4212-1 à R 4212-7(cf. première partie) et convenablement chauffés	AF	
R4228-5	Présence d'installations séparées pour les travailleurs masculins et féminins	AF	
R4228-7	Eau potable et dispositifs de séchage et de nettoyage Les lavabos sont alimentés en eau potable La température de l'eau est réglable Présence d'un lavabo pour 10 personnes Des moyens de nettoyage et de séchage ou d'essuyage (entretenus ou changés lorsqu'il est nécessaire) sont mis à la disposition des travailleurs.	AF AF AF AF	
	Les Douches		
R4228-8	Les établissements où sont effectués certains travaux salissants et insalubres dont la liste est fixée par arrêtés, des douches doivent être mises à la disposition des travailleurs dans les conditions que fixent ces arrêtés.	AF	
R4228-9	La surface des murs et du sol permet un nettoyage efficace et le local est tenu en état constant de propreté. L'eau alimentant les douches doit être réglable.	AF AF	
	Les cabinets d'aisances		
R4228-10	Présence d'un cabinet et d'un urinoir pour 20 hommes Présence de deux cabinets pour 20 femmes Les cabinets d'aisances sont séparés pour le personnel féminin et masculin. Présence d'un récipient pour garniture périodique dans les cabinets réservés aux femmes. Présence d'au moins un poste d'eau dans un cabinet.	AF AF AF AF	
R4228-11	La communication directe entre le cabinet d'aisance et les locaux fermés ou le personnel peut séjourner est interdite Aménagés de manière à ne dégager aucune odeur Présence d'une chasse d'eau et de papier hygiénique	AF AF AF	
R4228-12	Les cabinets d'aisance sont aérés conformément aux règles du chapitre 2(R4212-6) et convenablement chauffés	AF	
R4228-13	Les sols et les parois sont en matériaux imperméables permettant un nettoyage efficace	AF	
R4228-14	Les portes sont pleines et munies d'un dispositif de fermeture intérieure décondamnable de l'extérieur.	AF	
R4228-15	Les effluents des cabinets d'aisance sont évacués conformément aux règlements sanitaires	AF	
	INSTALLATIONS SANITAIRES POUR LES LOCAUX AUTRES QU'A USAGE D'HABITATION		Référentiel : règlement sanitaire départementale
Art 67	Equipement sanitaire		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Présence d'un nombre approprié de lavabos, d'urinoirs et de cabinets d'aisances en fonction de la fréquentation de l'établissement. Les cabinets et urinoirs ne doivent jamais communiquer directement avec les salles de restaurants, cuisines ou resserres de comestible. Ces locaux sont : Eclairés Ventilés En parfait état de propreté Pourvus de papier hygiénique Présence de produit de nettoyage des mains et d'un dispositif d'essuyage ou de séchage Les sols, les plafonds et les parois des locaux sanitaires doivent être réalisés en matériaux lisses, imperméables, imputrescibles et résistant à un nettoyage fréquent.	AF AF AF AF	
Art 68	Equipement sanitaire des locaux de sports	SO	
Art 69	Equipement sanitaire des salles de spectacle	SO	
Art 70	Etablissements de natation ouverts au public	SO	
Art 71	Bains-Douches	SO	
	RESEAUX INTERIEURS DE DISTRIBUTION D'EAUX DESTINEES A LA CONSOMMATION HUMAINE		Référentiel : Code de la santé publique. Il est rappelé que la mission ne concerne que l'absence de traitement d'eau, l'absence de canalisation en plomb, la présence de dispositifs contre les retours d'eau
R1321-48 et 49	Interdiction de mise en place de canalisations en plomb ou de tout élément en plomb dans les installations de production, de distribution ou de conditionnement d'eau destinée à la consommation humaine est interdite.	AF	
R1321-53	Obligation de procurer au consommateur final une eau non soumise à un traitement complémentaire.	AF	
R1321-57	Le réseau intérieur ne doit pas pouvoir, du fait des conditions de son utilisation, notamment à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, perturber le fonctionnement du réseau auquel il est raccordé ou engendrer une contamination de l'eau distribuée dans les installations privées de distribution. Vérification et entretien des dispositifs de protection	AF HM	A respecter en exploitation
	PREVENTION DU RISQUE LIE A LA PRESENCE DE LEGIONNELLES OU AUTRES GERMES PATHOGENES DANS LES CIRCUITS DE DISTRIBUTION D'EAU		la mission comprend uniquement le contrôle en phase conception de l'application des dispositions techniques de l'article 36§2 de l'arrêté du 23/06/78 modifié par l'arrêté du 30/11/2005 et de la partie correspondante de l'annexe technique de la circulaire n°2007-126 du 03/04/ 2007)
Art 36§2	Application des dispositions dans les systèmes de distribution d'ECS sur lesquels sont susceptibles d'être raccordés des points de puisage à risque (points susceptibles d'engendrer l'exposition d'une ou plusieurs personnes à un aérosol d'eau ; il s'agit notamment des douches) lorsque le volume entre le point de mise en distribution et le point de puisage le plus éloigné est supérieur à 3 litres, la température de l'eau doit être supérieure ou égale à 50 °C en tout point du système de distribution, à l'exception des tubes finaux d'alimentation des points de puisage. Le volume de ces tubes finaux d'alimentation est le plus faible possible, et dans tous les cas inférieur ou égal à 3 litres ;	PM AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
L1331-1 Art 1 - Ar 7 09 2009	Dispositions applicables lorsque le volume total des équipements de stockage est supérieur ou égal à 400 litres, l'eau contenue dans les équipements de stockage, à l'exclusion des ballons de préchauffage	PM	A ce stade, il n'existe aucune précision sur les exigences applicables aux équipements de stockage est supérieur ou égal à 400 litres, (à l'exclusion des ballons de préchauffage) dans le cadre de la limitation du risque de légionnelles (température supérieure ou égale à 55 °C à la sortie des équipements ; mise en température suffisante une fois par 24 h dans les conditions de l'annexe technique de la circulaire n°2007-126 du 03/04/2007). Ce point sera à confirmer.
	Respect des exigences en phase exécution et réception	HM	
	RACCORDEMENT DES IMMEUBLES AUX RESEAUX PUBLICS DE COLLECTE POUR RECEVOIR LES EAUX USEES DOMESTIQUES	SO	Référentiel : art L1331-1 du code de la santé publique
	SYSTEME D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF RECEVANT UNE CHARGE BRUTE DE POLLUTION ORGANIQUE INFERIEURE OU EGALE A 20 EQUIVALENT HABITANT	SO	Référentiel : arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2kg/j de DBO5 (20 équivalent habitant)

VIII.6 - Isolation thermique et économies d'énergie - bâtiment existant

OBJET DE LA MISSION:

Les aléas techniques à la prévention desquels la société BUREAU ALPES CONTROLES contribue au titre de la mission Th, sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes réglementaires du référentiel de la mission, sont susceptibles de compromettre la performance énergétique conventionnelle réglementaire du bâtiment existant rénové, en France métropolitaine.

La mission porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à l'isolation thermique et au confort d'été des bâtiments, les systèmes de chauffage, de climatisation de confort, de fourniture d'eau chaude sanitaire, de ventilation hygiénique, d'éclairage installé à demeure ainsi que, dans les cas prévus par la réglementation, sur les équipements de production d'énergie dite renouvelable, dans la mesure où ils figurent dans les marchés de travaux communiqués au contrôleur technique, étant précisé que leur examen est réalisé exclusivement sous l'angle de la performance énergétique conventionnelle réglementaire.

Les aléas techniques relatifs à la performance énergétique conventionnelle réglementaire, que le contrôleur technique contribue à prévenir au titre de la présente mission, concernent :

- le respect des obligations de moyens ou des caractéristiques thermiques minimales prévues par les réglementations thermiques ;
- les modalités de réalisation du calcul des coefficients exprimant la performance énergétique conventionnelle réglementaire ;
- la qualité des données prises en compte dans les calculs des coefficients exprimant la performance énergétique réglementaire.

REFERENTIEL:

- Articles R173-1, R173-2 et R173-3 du Code de la construction et de l'habitation pour les ouvrages existants faisant l'objet de travaux de rénovation
- Décret n° 2007-363 du 19 mars 2007 Relatif aux études de faisabilité des approvisionnements en énergie, aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des bâtiments existants et à l'affichage du diagnostic de performance énergétique.
- Arrêté du 03/05/2007 modifié relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des bâtiments existants.
- Arrêté du 13/06/2008 Relatif à la performance énergétique des bâtiments existants de surface supérieure à 1000m² lorsqu'ils font l'objet de travaux de rénovation importants.
- Arrêté du 08/08/2008 Portant approbation de la méthode de calcul Th-C-E ex prévue par l'arrêté du 13 juin 2008 relatif à la performance énergétique des bâtiments existants de surface supérieure à 1000m², lorsqu'ils font l'objet de travaux de rénovation importants.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Réglementation thermique existant généralités		
CCH R173-2	Application RT globale	SO	S < 1000m²
CCH R173-3	Application RT élément/élément	AF	S < 1000m²
	ARRETE DU 03/05/2007		
Art 1	Modalités d'application RT élément/élément	AF	
Art 1,7,15	Bâtiments et travaux soumis à la RT	AF	
Art 6,14	Dispositions pour les travaux dans des secteurs sauvegardés au titre des monuments historiques et architecturaux	SO	
Chapitre 1	ENVELOPPE DU BATIMENT - PAROIS OPAQUES		
Art 3	Travaux d'installation ou de remplacement de l'isolation thermique		
	Murs en contact avec l'extérieur et rampants de toitures de pente > 60°	AF	Bardage bois avec isolant : R = 5.10 m²K/W - e = 200 mm
	Rampants de toiture de pente < 60°	AF	Ouate de cellulose soufflée en comble - e = 40 cm - R =10.20 m²K/W
Art 4	Installation ou remplacement de plancher bas sur vide sanitaire	HM	Non modifié par les travaux.
Art 5	Travaux d'isolation des parois et ventilation	AF	Entrée d'air en menuiseries pour les vestiaires. Double flux dans le reste des locaux.
Chapitre 2	ENVELOPPE DU BATIMENT - PAROIS VITREES		
Art 9	Respect du coefficient de transmission thermique Uw maximal : - - Fenêtres (S> 0.5 m²), porte-fenêtres, double-fenêtres, façade rideaux : $U_w \leq 1.9 \text{ W/m}^2\cdot\text{K}$ - Remplacement de protection solaire mobile : Facteur solaire ≤ 0.15	AF	Uw < 1.3 W/(m²K)
Art 11	Fenêtres de toit installées ou remplacées : Facteur solaire de l'ensemble de la paroi $S_w \leq 0.15$ Les protections solaires extérieures sont réputées satisfaisantes.	AF	
Chapitre 3	CHAUFFAGE		
Art 16	Mise en place en place d'une chaudière à coupe-tirage de type B1 autorisée uniquement en remplacement sur conduits collectifs (shunt,VMC gaz) ou conduit individuel > 10 m	SO	
Art 17	Chaudière de puissance thermique nominale supérieure à 400 kW (étanche ou à conduit de fumées) installée ou remplacée: - Rendement mini à pleine charge : 90.9% - Rendement mini à 30% de charge : 90.9 %	SO	
Art 18	Pompe à chaleur installée ou remplacée : Puissance > 400 kW et usage de chauffage - Respect du coefficient de performance (COP) en fonction du type de PAC : $COP \geq 3.2$ (Teau intérieure:35°C)	SO	
Art 19	Pompe à chaleur installée ou remplacée : Puissance > 12 kW et usage de chauffage - Respect du coefficient de performance (COP) en fonction du type de PAC : $COP \geq 3.2$ (Tair intérieure: 20°C)	AF	
Art 20	Mise en place de radiateurs basse température lorsque toute l'installation de chauffage est remplacée	SO	
Art 22	Calorifuge dans les locaux non chauffés des réseaux de distribution chaleur, de froid et le raccordement aux réseaux de chaleur et de froid installés ou remplacés:		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art 23	- - Respect des exigences de UI : Mise en place d'une isolation de classe 3 Mise en place en pied de colonne d'organe d'équilibrage lors d'un remplacement du réseau de chauffage	AF SO	
Art 24	Nouvel émetteur de chauffage : Mise en place par local desservi de dispositif d'arrêt manuel et de régulation en fonction de la température intérieure par local	AF	
Art 25	Nouveau dispositif de régulation des émetteurs de chauffage à effet joule: - - Dispositif de régulation avec fonction : confort, réduit, hors gel et arrêt - - Fonction secondaire de l'émetteur : dispositif de temporisation - Dispositif de régulation avec fonction : confort, réduit, hors gel et arrêt	AF AF AF	
Chapitre 4	EAU CHAUDE SANITAIRE		
Art 28	Chauffe-eau électriques installés ou remplacés - pertes maximales Qpr en kWh par 24h :	SO	Chauffe-eau solaire.
Chapitre 5	REFROIDISSEMENT		
Art 30	Lors de l'installation ou du remplacement d'un système de refroidissement dans un local, les baies non orientées au Nord doivent être équipées de protection solaire - - Autres locaux : protection permettant $FS \leq 0.35$ ou classe 2, 3 ou 4	AF	
Art 31	Climatiseurs installés ou remplacés de $P > 12kW$ - Valeurs de niveau de rendement énergétique (EER) mini: - - Air/air : 2.8 - Eau/air : 3	AF	
Art 32	Dispositif de mise à l'arrêt des pompes de circulation	SO	
Art 33	Nouvelle installation de refroidissement : - - Cas du système à débit variable	AF	
Art 34	Interdiction de chauffer puis refroidir ou inverse avant émission dans le local	AF	
Art 35	Locaux autres qu'habitation pour une surface refroidie $\geq 400m^2$: dispositif permettant de suivre les consommations et la température intérieure	AF	
Chapitre 6	VENTILATION		
Art 37	Autre qu'habitation : Consommation maxi par ventilateur installé ou remplacé de 0.3Wh/m3 et 0.45Wh/m3 en présence de filtres F5 à F9	SO	$P > 30W$
Art 38	Bâtiment autre qu'habitation - Installation ou remplacement des dispositifs de ventilation : Mise de systèmes indépendants pour des locaux ou groupes de locaux avec des occupations ou des usages différents	AF	
Art 39	Bâtiment autre qu'habitation - Mise en place de régulation en fonction des besoins (occupation, horloge) pour tout nouveau système de ventilation	AF	
Art 40	Bâtiment autre qu'habitation - Temporisation des dispositifs de modifications manuelles des débits d'un local pour les nouveaux systèmes de ventilation	AF	
Chapitre 7	ECLAIRAGE DES LOCAUX		
Art 41	Installations d'éclairage remplacées ou installées - application des articles 42 à 48	PM	
Art 42	Nouvelles installations d'éclairage dans les parties communes, parcs de stationnement - Mise en place d'un dispositif automatique permettant en cas d'inoccupation soit :	SO	
Art 43	Bâtiments à usage autre que d'habitation - installations autres que celles de l'art. 42 - Mise en place d'une commande centralisée ou d'un dispositif automatique en cas d'inoccupation - - L'abaissement de l'éclairement au niveau réglementaire - - L'extinction des sources de lumière si aucun niveau minimal imposé	AF AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Pour les locaux avec un accès majoritaire à l'éclairage naturel où l'extinction des sources de lumière est possible et sont principalement occupés la journée, l'installation doit comprendre:		
	- - Gradation des sources de lumières régulée par éclairage naturel	AF	
	- - Dispositif de régulation couvrant une surface $\leq 25 \text{ m}^2$	AF	
Art 44	Bâtiment à usage autre que d'habitation - Puissance éclairage installée $\leq 1.6 \text{ W/m}^2$ par tranche de 100 lux	AF	
Art 45	Bâtiment à usage autre que d'habitation - Visualisation de l'éclairage du local sur la commande dans le cas d'une gestion à distance	SO	
Art 46	Bâtiment à usage autre que d'habitation - cas des locaux sportifs et salles polyvalentes - Dispositifs gérant plusieurs niveaux d'éclairement	SO	
Art 47 - Art 51	ENERGIE RENOUVELABLE	SO	

VIII.7 - Sécurité des Personnes dans les bâtiments tertiaires et industriels

(*)

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques contractuellement applicables et figurant dans les textes énumérés ci-après :

- Articles R.4216-1 à R.4216-20, 2° et 3° de l'article R.4216-21, R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
 - Articles R.4215-1 à R.4215-17 du code du travail relatifs aux installations électriques
 - Articles R.4214-15 à R.4214-16 du code du travail relatifs aux ascenseurs et ascenseurs de charge ; Décret n°2016-550 du 3 mai 2016 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
 - Articles R.4214-5 et R.4214-6 du code du travail relatifs aux ouvrants en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
 - Articles R.4214-7, R.4218-8, R.4224-9, R.4224-110, R.4224-11, R.4224-13 du code du travail et arrêté du 21/12/93, relatifs aux portes et portails ;
 - Article R.4214-20 et R.4214-21 relatif aux quais de chargement ;
 - Arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R 4216-16 et R 4216-29 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
- Non cités dans les conditions générales d'intervention mais essentiels à l'application du code du travail et non abrogés :
- Circulaire DRT n°95-07 du 14 avril 1995 ;
 - Arrêté du 21/03/68 relatif au stockage et aux installations d'hydrocarbures liquides et arrêté du 01/07/2004 fixant les règles techniques applicables au stockage de produits pétroliers ;
 - Arrêté du 30/07/79 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquéfiés.
 - Normes NFP 01-012 et NFE 85-015 relatives aux garde-corps
 - Dispositions constructives prescrites par la personne compétente en radioprotection dans le cadre du décret 2003-296 du 31 mars 2003 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	CODE DU TRAVAIL		Code du travail modifié par décret du 2011-1461 du 7 novembre 2011 et précédents.
	Livre II		
	Titre I		
	Chapitre IV		
	SECURITE DES LIEUX DE TRAVAIL		
	Section I Caractéristiques des bâtiments		
R4214-5	Les ouvrants en élévation ou en toiture	AF	
R4214-6	Parois transparentes ou translucides	AF	Cf chapitre Vitrierie- miroiterie ci-après
R4214-7	Dimensions et caractéristiques des portes et des portails - Application des articles R4224-9 à 13	HM	Non modifié par les travaux.
R4224-9	Portes et portails en va-et-vient sont transparents ou possèdent des panneaux transparents	HM	Non modifié par les travaux.
R4224-10	Protection contre les heurts pour parties vitrées	AF	Vitrage feuilleté
R4224-11	Système de sécurité sur portes et portails : coulissants les empêchant de sortir de leur rail et de tomber s'ouvrant vers le haut les empêchant de retomber	SO	
R4224-12	Contrôle régulier des portes et portails	HM	
R4224-13	Fonctionnement des portes et portails sans risque pour les travailleurs- application arrêté du 21/12/93	SO	
R4214-8	Dispositifs de sécurité des portes et des portails	SO	
R4214-9 - R4214-17	Section 2 Voies de circulation et accès	HM	Non modifié par les travaux.
R4214-18 - R4214-21	Section 3 : Quais et rampes de déchargement	SO	
R4214-22 à 25	Section 4 : Aménagement des lieux et postes de travail	HM	
R4214-26 à 28	Section 5 : Accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés	HM	Voir mission spécifique
	Chapitre V		
	INSTALLATIONS ELECTRIQUES		Décret N° 2010-1017 du 30 août 2010
			Comptage à puissance limitée existant. Dépose du TGBT et des armoires divisionnaires existantes et création d'un nouveau TGBT dans le local électrique créé.
R4215-1	Conception/réalisation eu égard aux chocs électriques – contacts directs ou indirects – risques de brûlures – d'incendie ou d'explosion.	PM	
R4215-2	Dossier Technique	PM	Rappel des documents devant être intégrés au dossier technique de l'établissement : - plan des locaux à risques particuliers/BE2-BE3 plus particulièrement. - plan à l'échelle, de l'implantation des prises de terre et réseaux enterrés. - cahier des clauses techniques - schéma de principe (avec synoptique si nécessaire – carnet de câbles – notes de calculs) - éléments caractéristiques de l'appareillage.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations	
R4215-3	Protection contre les risques de contacts directs et tensions de contacts dangereux.	AF	Il conviendra de s'assurer que le circuit éclairage de la douche soit protégé en aval d'un dispositif différentiel résiduel calibré à 30mA. => Prévu au lot électricité (CCTP modifié).	
R4215-4	Protection contre les montées en potentiel des masses	AF		
R4215-5	Elimination des risques liés à l'élévation normale de température des matériels électriques.	AF	Comptage à puissance limitée	
R4215-6	Protection surintensité des matériels électriques – Protection des matériels contenant un diélectrique liquide inflammable ou des transformateurs type sec.	AF		
R4215-7	Dispositifs de sectionnement.	AF		
R4215-8	Dispositif de coupure d'urgence (en cas de choc électrique, d'incendie, d'explosion)	AF		
R4215-9	Mise en oeuvre des canalisations électriques.	AF		
R4215-10	Identification appareillage et circuits (dont conducteurs)	AF		
R4215-11	Adaptation des matériels à l'environnement et à la tension	AF		
R4215-12	Conception/réalisation des installations dans les locaux ou emplacement à risques incendie ou d'explosion.	SO		
R4215-13	Locaux ou emplacements de service électrique (production – conversion – distribution de l'électricité)	SO		
R4215-14	Conformité des installations électriques aux normes homologuées.	AF		
R4215-15	Installations électriques répondant aux normes mentionnées en R 4215-14 réputées répondre au présent décret.	PM		
R4215-16	Conformité des matériels (de séparation, de protection surintensité et contre les chocs électriques) aux Normes Françaises homologuées ou aux spécifications techniques d'un Etat membre de l'UE ou de l'Espace Economique Européen.	PM		
R4215-17	Installations d'éclairage de sécurité : conformité à l'arrêté du 14 décembre 2011 (suivant article R 4227-14)	AF		
CHAPITRE VI Risques d'incendies et d'explosions et évacuation				
Section 1 Dispositions générales				
R4216-1	Etablissements visés par la présente section	AF	(Décret n°2011-1461 du 07/11/2011)	
R4216-2	Dispositions générales : Evacuation, accès des secours, limitation propagation	AF		
R4216-2.1	Espaces d'attente sécurisés ou espaces équivalents pour évacuation différée	AF		
R4216-2.2	Caractéristiques des espaces équivalents	SO		
R4216-2.3	Exemption des espaces d'attente sécurisés ou de locaux équivalents	SO		
R4216-3	Isolement des Tiers	HM		
R4216-4	Détermination de l'effectif	AF		
Section 2 Dégagements				
R4216-5	Largeur des dégagements.	AF		
R4216-6	Application des articles R4227-4 à 14 à l'exception de R4227-5 et R4227-12	AF		
R4227-4	- Dispositions générales absence de cul de sac	AF		
R4227-6	- Manoeuvre des portes	AF		
R4227-7	- Portes coulissantes, à tambour et s'ouvrant vers le haut	SO		
R4227-8	- Ascenseurs, monte-charge, chemins et tapis roulants non comptabilisés dans les dégagements	SO		
R4227-9	- Conception escaliers	AF		
R4227-10	- Sécurité d'utilisation des escaliers	AF	Main-courante prévue.	
R4227-11	- Dissociation escaliers Etages / sous-sols	SO		
R4227-13	- Signalisation des issues	AF		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4227-14	- Eclairage de sécurité	AF	R+1: simple accès technique pour ECS et ventilation. RDC: 2S 2 UP nécessaires pour 7S 8 UP réalisées.
R4216-7	Saillies et dépôts		
R4216-8	Nombre et largeur exigible des dégagements	AF	
R4216-9	Dégagements des locaux situés en sous-sol.	SO	
R4216-10	Locaux situés à plus de 6 m en dessous du niveau moyen des seuils d'évacuation	SO	
R4216-11	Distances maximales des itinéraires de dégagements	AF	Non modifié par les travaux.
R4216-12	Dispositions relatives aux escaliers	HM	
R4216-13 - R4216-16	Section 3 Désenfumage	SO	Chauffage par PAC.
R4216-17	Section 4 Chauffage des Locaux Application des articles R4227-16 et R4227-18 à 20 et réglementation particulière : Installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude Installations de gaz combustibles et d'hydrocarbures liquéfiés Stockage et utilisation des produits pétroliers		
R4227-16	- Combustibles liquides	SO	
R4227-18	- Installations des appareils	AF	
R4227-19	- Alimentation des appareils	AF	
R4227-20	- Arrêt d'urgence de l'alimentation en énergie	AF	
R4216-18	Règles propres aux bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public applicables « s'il y a lieu ». Dispositions prises pour ne pas aggraver les risques inhérents aux activités du bâtiment	PM	
R4216-19	Générateurs d'air chaud et conduits de distribution	SO	
R4216-20	Usage de la brasure tendre	SO	
R4216-21-1 - R4216-23	Section 5 Stockage ou Manipulation de matières inflammables	SO	
R4216-24 - R4216-29	Section 6 - Bâtiments dont le plancher bas du dernier étage est situé à plus de 8 mètres du sol	SO	Non modifié par les travaux.
R4216-30	Section 7 - Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie Application des articles R4227-28 à R4227-41		
R4227-28	- Responsabilité employeur	PM	
R4227-29	- Extincteurs	HM	
R4227-30	- RIA, colonne sèche, colonne humide, installation fixe d'extinction automatique, installation de détection automatique si nécessaire	SO	
R4227-31	- Accès et manipulation faciles	PM	
R4227-32	- Bac avec sable ou terre meuble selon nécessité	SO	
R4227-33	- Signalisation des moyens d'extinction	HM	
R4227-34	- Système d'alarme sonore si plus de 50 personnes ou établissements avec manipulation ou mise en oeuvre de matières inflammables (R4227-22)	AF	
R4227-35	- Diffusion par bâtiment si les bâtiments sont isolés entre eux	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4227-36	- Caractéristiques de l'alarme sonore (Audibilité, durée de 5 mn, pas de confusion avec autre signal sonore)	AF	
R4227-37	- Règles d'implantation des consignes de sécurité	HM	Non modifié par les travaux.
R4227-38	- Contenu des consignes de sécurité	HM	Non modifié par les travaux.
R4227-39	- Essais et visites périodiques (tous les 6 mois au moins)	HM	A la charge de l'employeur
R4227-40	- Transmission consigne de sécurité à l'inspection du travail	HM	
R4227-41	- Arrêtés spécifiques	PM	
	Section 8 – Prévention des explosions		
R4216-31	Dispositions relatives à la prévention des explosions	HM	
	Section 9 – Dispenses de l'autorité administrative		
R4216-32	Modalités pour obtention de dispenses	PM	
R4216-33	Enquête de l'inspecteur du travail	PM	
R4216-34	Délai de réponse suite à recours	PM	
Art. 1 - Art.15	Arrêté du 5 Août 1992	SO	
	Sécurité des occupants		
CCH L134-12	IMPLANTATION ET GEOMETRIE DES GARDE-CORPS		
	Implantation :		
	- Aux abords du bâtiment	SO	
	- En façade : allèges de baies, balcons, terrasses	AF	Allège fixe menuiserie 101: 1,27 m x 1.40 m - Feuilleté 2 faces
	- Dans les cages d'escaliers , circulations, zones accessibles au personnel	HM	Non modifié par les travaux.
	- Accès aux quais	SO	
	- Choix du mode de protection dans les lieux accessibles uniquement au personnel d'entretien, de maintenance, ou d'exploitation	HM	Le choix du mode de sécurisation vis à vis des risques de chutes des toitures, terrasses, équipements de process et autres emplacements techniques ne relève pas de la mission de contrôle technique.
DTU 39 P5	Vitrerie-Miroiterie : caractéristiques de sécurité		
Chapitre 4	Protection contre les chutes		
	- Façades : allèges et parois vitrées	AF	Allège fixe menuiserie 101: 1,27 m x 1.40 m - Feuilleté 2 faces
Chapitre 5	Risque de blessure en cas de heurt		
	- Caractéristiques des portes, portes fenêtres, et parties attenantes, impostes	AF	Vitrages feuilletés
	- Visualisation	AF	

IX - ANNEXES



DOSSIER DCE





DOSSIER DCE

SOMMAIRE

1 - PIECES ECRITES COMMUNES

- ☐ Acte d'engagement
- ☐ Règlement de consultation
- ☐ Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- ☒ 01-Liste des plans
- ☒ 02-PGC – Plan Général de Coordination (en matière de Sécurité et de Protection de la Santé)
- ☒ 03-RICT
- ☒ 04-Planning des travaux
- ☒ 05-Tableau de limites de prestations
- ☒ 06-CCTC Cahier des Clauses Techniques Communes
- ☒ 07-Diagnostic structure de l'existant
- ☒ 08-Rapport amiante + HAP
- ☒ 09-Tableau d'équipement des portes intérieures
- ☒ 10-Tableau d'équipement des portes extérieures
- ☒ 11-Notice acoustique

2 - PIECES ECRITES PROPRES A CHAQUE LOT

N° LOT	Intitulé du lot	Pièces
01	Voirie et Réseaux Divers	CCTP + DPGF
02	Désamiantage	CCTP + DPGF
03	Démolition - Gros Œuvre	CCTP + DPGF
04	Charpente bois – Couverture métallique – Etanchéité - Zinguerie	CCTP + DPGF
05	Menuiseries extérieures aluminium – Occultations - Métallerie	CCTP + DPGF
06	Menuiseries intérieures bois - Agencement	CCTP + DPGF
07	Plâtrerie – Faux-plafonds	CCTP + DPGF
08	Chape – Carrelage - Faïence	CCTP + DPGF
09	Peinture - Nettoyage	CCTP + DPGF
10	Traitement de façade ITE	CCTP + DPGF
11	Electricité – Courants Faibles	CCTP + DPGF
12	Plomberie sanitaire – Chauffage – Ventilation	CCTP + DPGF

3 - PLANS ARCHITECTES

4 - PLANS TECHNIQUES